

L'hétérodoxie économique dans tous ses états (4) **La nature si... prisee...**

Jean-Marie Harribey

14 mars 2015

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/03/14/l-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-4-la-nature-si-prisee>

L'année 2015 connaîtra des rendez-vous importants pour l'avenir de l'humanité sur la planète. Celui de la conférence sur le climat (la COP 21) à Paris sera sans doute le point d'orgue de cette année, au cours de laquelle on comptera de nombreuses publications ayant trait à l'écologie. Le livre que publient Jean Gadrey et Aurore Lalucq, *Faut-il donner un prix à la nature ?* (Les Petits matins, Institut Veblen, 2015) appartient à cette catégorie. Il est donc le bienvenu, pour le questionnement auquel il contribue à un moment crucial, et aussi pour la pédagogie de l'exposé de questions complexes. Le livre est facile à lire et sa clarté le rendra accessible à un grand nombre de personnes intéressées et permettra de mettre au jour les éléments d'une bonne discussion.

La voie escarpée de la monétarisation

Le livre de Jean Gadrey et Aurore Lalucq comporte quatre parties. La première cherche l'origine de l'idée de donner un prix à la nature, c'est-à-dire de la monétariser. La deuxième partie expose les principes théoriques de cette monétarisation. La troisième présente huit cas concrets de monétarisation de la nature. Et la quatrième partie dégage l'intérêt et les limites de ce processus.

Jean Gadrey et Aurore Lalucq exposent très bien et simplement le dilemme auquel nous sommes confrontés : naturellement, spontanément, la nature n'a pas de prix de marché mais son utilisation à un coût (p. 12 et 35). Or, ce coût comporte de nombreuses dimensions, pas seulement économiques, tout en ayant, parmi ces dimensions, une qui est d'ordre monétaire. Donc, peut-on passer de la prise de conscience de l'existence d'un tel coût à l'idée qu'il faut aussi donner un prix monétaire à la nature ?

Les économistes néoclassiques, après avoir négligé durant presque deux siècles le coût de l'utilisation de la nature, prétendument inépuisable, galopent aujourd'hui pour se refaire une virginité écologique. Tel est le puissant aiguillon qui incite ces économistes à internaliser tous les coûts sociaux liés à la pollution, à l'épuisement des ressources et de la biodiversité, et au réchauffement du climat, et que le marché ne sait ni mesurer, ni éviter. Jean Gadrey et Aurore Lalucq expliquent que cette ambition est liée à l'instauration de droits de propriété sur les biens qu'il s'agit de protéger : c'est ainsi que ce problème avait été posé par Hardin dans sa fameuse « tragédie des communs », qui avait fait le miel des néoclassiques, doublés des néolibéraux.

Au-delà de la discussion pour savoir s'il est légitime ou non de fixer un prix à la nature, il faut se demander « si la monétarisation ou la création de prix (ou d'autres montants monétaires) permettent de préserver ou non la nature » (p. 34). Les auteurs rapportent alors les principales critiques montrant que la démarche dominante l'économie dite de l'environnement n'est vraiment pas satisfaisante. Le jugement vaut autant pour les méthodes d'évaluation (évaluation contingente, prix hédoniques, coûts des dommages, coûts des déplacements, etc.) que pour les méthodes de restauration (compensation écologique, paiement pour services environnementaux) ou d'incitation par le marché (permis

d'émissions). Et cela est attesté largement par les expériences dont nous disposons et qui sont maintenant bien connues. Évaluer la valeur des chauves-souris à hauteur de celle des insecticides évités ? La préservation des zones humides des Castskills dépendante d'une alternative entre deux évaluations coûts/bénéfices ? La fiabilité du rapport Stern sur la comparaison d'une action volontariste et de l'inaction en fonction du taux d'actualisation retenu ? Donner un brevet d'écologie à l'Europe et à la France parce que les sources de pollutions et d'émissions ont été délocalisées ? Tout cela mérite sérieusement examen et d'être soumis à débat démocratique, et on donnera complètement raison aux auteurs sur ce point.

Cela étant dit sans aucune restriction, peut-on soulever quelques points de discussion, d'importances graduées ?

Le fétichisme entourant la question de la valeur de la nature

Une fois les éléments factuels réunis, et bien présentés par Jean Gadrey et Aurore Lalucq, le point à discuter qui me semble le plus important est d'ordre conceptuel. Toute la discussion sur le « prix » ou la « valeur » de la nature, aussi bien dans la théorie orthodoxe que dans les multiples courants de l'hétérodoxie, tourne autour de ce qu'est la « valeur ». Sans théorie de la valeur, on ne peut pas analyser les rapports sociaux ; sans théorie de la valeur, on ne peut pas non plus analyser la nature dans son rapport à l'économie et à la société.

Or, la théorie néoclassique n'a pas de théorie de la valeur et n'a donc pas de théorie cohérente du capital, du profit, des marchandises, etc. Donc elle ne comprend rien aux prix, elle nie les rapports sociaux (c'est pour les nier qu'elle a rejeté l'héritage de l'économie politique sur ce point) et, prise de panique devant la crise écologique, elle réinvente une « valeur » à propos de la nature. Le comble est atteint : la valeur n'existe pas, mais la nature, soudain, s'en voit décrétée une. La théorie néoclassique a récusé depuis Jean-Baptiste Say la distinction valeur d'usage/valeur d'échange pour identifier l'une à l'autre, mais reprend aujourd'hui le mot de valeur d'usage en le vidant de tout son sens, puisqu'elle postule la possibilité de mesurer l'utilité¹. La conséquence de cette entourloupe intellectuelle, figure idéologique parfaite, est qu'on voit fleurir dans tous les rapports internationaux, les organismes de recherche ou d'élaboration stratégique (Programme des nations unies pour l'environnement, Banque mondiale, OCDE, Commission européenne, Conseil d'analyse stratégique et Conseil économique, social et environnemental en France, etc.) le concept de « valeur économique intrinsèque » de la nature, répété à l'envi dans tous les manuels d'économie de l'environnement. L'ex-banquier Pavan Sukhdev en est devenu le colporteur le plus zélé : il veut « révéler » cette valeur économique intrinsèque trop longtemps ignorée.² Ce concept est un non-sens total, un oxymore parfait.

Je rappelle rapidement pourquoi. Parce qu'il revient à confondre ce qui relève de l'ordre économique et ce qui n'en relève pas, et ce de façon irréductible. La preuve en est que les économistes néoclassiques parlent de valeur économique intrinsèque de la nature, alors que la catégorie « économique » ne se rencontre pas dans la nature ; elle est une catégorie d'origine absolument anthropologique. Or, ou bien les néoclassiques considèrent la nature comme une valeur économique et elle ne peut alors être dite intrinsèque, ou bien n'étant pas une valeur économique parce qu'intrinsèque et donc hors de l'économie, ils ne peuvent pas prétendre l'ajouter à la valeur économique pour définir une « valeur économique totale ».

¹ Jean Gadrey, qui a rendu compte positivement du livre de Steve Keen, *L'imposture économique*, doit être d'accord pour dire que la théorie néoclassique de l'utilité est des préférences individuelles révélées est une gigantesque escroquerie intellectuelle.

² J'ai présenté et critiqué cette problématique dans *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, LLL, 2013, et, plus brièvement, dans un texte récent sur ce blog <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2015/03/01/l'heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-1-la-dette-enfle-et-la-finance-engloutit-la-nature>

Que font, dans ce contexte théorique dont la vacuité est maximale, Jean Gadrey et Aurore Lalucq ? On a l'impression qu'ils hésitent. Tantôt ils semblent reprendre à leur compte cette notion de « valeur économique intrinsèque » de la nature (p. 29, 39), et se demandent si « le prix de la tonne de bois reflète correctement le type de service rendu par la nature » (p. 46), comme si c'était possible, tantôt ils sont plus prudents et ne parlent que de « valeur intrinsèque », en omettant donc l'adjectif « économique », pour signifier sans doute qu'elle n'est justement pas d'ordre économique et qu'elle est incommensurable à celui-ci (p. 12, 39, 43, 49, 103, 104, 118). Il en ressort un grand flou parce qu'on ne sait jamais finalement si l'hypothèse d'incommensurabilité est tenue pour irréductible ou non. L'enjeu est crucial car, si cette hypothèse saute, alors on va droit au choix de la soutenabilité faible (les auteurs le disent eux-mêmes p. 80), c'est-à-dire à la possibilité de substituer indéfiniment les facteurs de production les uns aux autres, on ne peut plus réfuter alors le concept idéologique de « capital naturel », et, pour finir, au-delà de la monétarisation qui n'est pas forcément un mal en soi, ce en quoi je suis d'accord, il y aura la marchandisation de la nature.

Alors pourquoi ce flou ? C'est le point dont j'ai souvent débattu avec Jean Gadrey : je pense qu'on ne peut pas réfuter la théorie néoclassique, à la fois sur le plan des rapports sociaux et sur le plan de l'écologie, c'est-à-dire des rapports de l'homme à la nature, sans la théorie de la valeur posée par Marx. On peut, au contraire, unifier la critique des rapports de production capitalistes et la critique du productivisme au sein de cette théorie. En bref, de la manière suivante : la valeur économique est une catégorie qui prend sa source dans le *travail validé socialement* (je souligne car cela renvoie à un autre débat) par le marché ou par décision politique. Le respect de la nature et des équilibres écosystémiques relève de l'ordre philosophique ou éthique. Et si utiliser la nature est nécessaire à l'activité économique pour créer de la « valeur ajoutée », ce n'est pas la nature qui crée cette valeur, alors qu'elle est elle-même une richesse d'un autre ordre.

Tout brouillage de ces distinctions épistémologiques ne peut que conduire aux oxymores néoclassiques, qui sont loin d'être innocents. Pour en avoir la confirmation, je prie le lecteur (et nos deux auteurs) de lire ou de relire l'extrait que j'ai rapporté plusieurs fois de De Perthuis et Jouvét qui nous prennent pour des imbéciles avec leur fable du berger qui tond la laine de ses moutons et la lave sans eau !³ Autrement dit, la question dite de la « valeur » de la nature va de Charybde en Scylla : ou bien on nous parle de valeur économique intrinsèque de la nature, ou bien de valeur économique créée par la nature ; deux positions caractérisées de fétichisme.

Le désaccord théorique que j'ai avec Jean Gadrey et Aurore Lalucq, mais aussi avec plusieurs théoriciens critiques souvent écologistes, est-il grave si les voies politiques alternatives à suivre nous réunissent ? N'est-ce pas l'essentiel, après tout ? Oui et non. La bataille politique doit se construire évidemment sur le front le plus large possible. Mais il y a une responsabilité spécifique dans le champ intellectuel des sciences sociales : comment peut-on comprendre que le capitalisme (qui est un système dont le but ultime est de produire de la

³ C. de Perthuis et P.-A. Jouvét, *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance* (O. Jacob, 2013, p. 196, aussi p. 10) : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! » Ces auteurs confondent les *conditions* de création de la valeur économique et cette création elle-même, en imputant à un *facteur limitant* une partie de la création de la valeur de la production. Comment s'apercevoir de l'absurdité de ce raisonnement ? Au lieu d'imaginer le nettoyage à sec des toisons de laine, imaginons que l'on empêche le berger de respirer. Sans air, il meurt dans les quelques minutes qui suivent son apnée et son activité avec lui. Nos auteurs en concluraient-ils que l'air était à l'origine de 100 % de la valeur anciennement créée ?

« valeur » pour le capital) mondial actuel se heurte à la conjonction de deux contradictions qu'il a lui-même engendrées – l'impossibilité de faire produire toujours plus de valeur pour l'actionnaire en accroissant sans cesse l'exploitation de la force de travail et l'impossibilité de faire produire toujours plus de valeur à cette même force de travail sur une base matérielle de ressources limitées ou épuisées – sans théorie de la valeur ? Je soutiens l'idée que, sans elle, la compréhension de la crise systémique actuelle nous échappe.

Si l'on parvient à clarifier cette discussion théorique qui est fondamentalement méthodologique et épistémologique, alors oui, je partage le point de vue de Jean Gadrey et Aurore Lalucq, que j'ai exprimé aussi plusieurs fois : on peut fixer des « prix » à l'utilisation de la nature (pas à la nature elle-même !) qui sont des prix politiques et non pas économiques, encore moins des prix de « marché ». Les « signaux-prix » (p. 20) favorables au respect de la nature n'émergent pas spontanément.

Pour aider à cette clarification, pourquoi les auteurs ne complèteraient-ils pas et ne vérifieraient-ils pas les sources et références qu'ils donnent à leurs lecteurs ?

- Il n'y a pas beaucoup à l'heure actuelle d'ouvrages qui abordent la question de la valeur de la nature à l'intérieur d'un cadre théorique qui soit critique des apories néoclassiques : en langue allemande, il y a le travail d'E. Altvater et celui du groupe « critique de la valeur » ; en langue anglaise, celui de J.B. Foster, de P. Burkett et de J. O'Connor ; en langue espagnole, celui de J. Martinez Alier, quoique avec certaines réserves de sa part ; et, en langue française, il n'y a, je crois, qu'un seul ouvrage, c'est le mien *La richesse, la valeur et l'inestimable*, je suis désolé de le dire et surtout d'être encore isolé, ce qui m'a valu les moqueries d'*Alternatives économiques*. Je comprends que, si l'on dit adieu à toute théorie de la valeur, on fasse silence sur ces références de fond, mais je le regrette pour l'avancée de la critique théorique et aussi pour l'ambition pédagogique qui nous est commune.
- Le schéma que Jean Gadrey et Aurore Lalucq proposent pour rassembler tous les éléments de la « valeur économique totale » (p. 45) chère aux néoclassiques ne vient pas de la source qu'ils citent. Sauf erreur dont je m'excuserai si elle était avérée, c'est moi qui ai construit ce schéma il y a vingt ans pour montrer justement l'inanité de l'addition effectuée par les néoclassiques (Weisbrod, Krutilla, Henry, Arrow, Fisher, etc.) entre les « valeurs d'usage » (choses non mesurables par définition) et les valeurs dites de non-usage, dont l'oxymore « valeur économique intrinsèque de la nature »⁴. Cette addition est impossible et tenter de la faire révèle l'impasse méthodologique et épistémologique des additionneurs. On peut identifier pas moins de quatre erreurs dans cette addition : l'addition d'éléments incommensurables, l'impossible mesure de l'utilité de la nature, l'impossible mesure de la valeur du stock de la nature et de celle des flux qui en sont issus, l'échec de la modélisation de la substitution du capital à la nature. Il n'y a donc pas d'autre solution que de répéter inlassablement que, s'il y a une valeur intrinsèque de la nature, elle n'est pas économique et elle ne le sera jamais. C'est la raison profonde pour laquelle nous sommes d'accord pour que les nouveaux « indicateurs de richesse » ne soient pas intégrés au PIB mais conçus comme

⁴ Il figure dans ma thèse de doctorat (1996), dans un article publié dans *Économie et sociétés* (1997), et encore dans *La richesse, la valeur et l'inestimable* (2013). La source citée par J. Gadrey et A. Lalucq est un document du Commissariat général au développement durable <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/RevueM.pdf>, qui lui-même se réfère au rapport « Millennium Ecosystem Assessment » de l'UNEP qui date du début des années 2000 <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/18391/308870PAPER0EDP0101010Valuation.pdf?sequence=1>, lui-même en phase avec un document de la Banque mondiale datant de 2003 <http://www.unep.org/maweb/documents/document.356.aspx.pdf>.

complémentaires à celui-ci⁵. Le simple bon sens devrait d'ailleurs suffire pour convaincre de la chose : s'il existait une valeur économique « intrinsèque », pourquoi faudrait-il que l'humanité la lui donne, la lui attribue, si la nature la possède... naturellement ? Ne voit-on pas qu'en rejetant la théorie de la valeur, qui est une critique de la naturalisation des rapports sociaux (y compris ceux avec la nature), c'est-à-dire une critique du fétichisme, on laisse se réintroduire ce dernier ?

- Classer l'économiste David Pearce, aujourd'hui disparu, parmi les économistes néoclassiques (p. 44) comporte une part de vérité. Mais, l'affirmer sans nuance est très exagéré, car c'est lui qui a produit en 1976 une démonstration imparable de l'inefficacité des compensations monétaires aux dommages infligés à la nature, car elles interviennent après que les dommages ont abaissé le seuil et donc la capacité des écosystèmes à absorber ces dommages. C'est rédhibitoire pour la théorie néoclassique standard et la fameuse internalisation des effets externes confiée au marché. Pearce était sans doute assez proche du courant animant l'*Ecological Economics*, qui, bien qu'influencé par la théorie néoclassique, ne s'y réduit pas complètement⁶.
- Citer les amis est une marque de sympathie envers eux, mais le débat scientifique ne peut pas se satisfaire de cette pratique : dès la première page, le livre se réfère aux travaux de Dominique Méda pour « user de la nature, non en l'exploitant, mais en fonction des besoins essentiellement de besoins déterminés collectivement, en tenant compte de sa finitude, de ses contraintes de régénération (pour les ressources renouvelables) et de la bonne santé de ses écosystèmes » (p. 11). Nous savons tous que Dominique Méda est une partisane déterminée, convaincue et convaincante de cette voie et nous partageons sa conviction, mais ce ne sont pas ses travaux qui sont fondateurs de cette approche. Un livre à vocation pédagogique grand public mérite plus de rigueur. Le citoyen a aussi le droit d'aller vérifier les véritables sources.
- De manière générale, ce n'est pas la société civile qui « porte » (p. 13) la critique de l'approche néoclassique de la monétarisation de la nature. La société civile, d'ailleurs encore insuffisamment mobilisée en beaucoup d'endroits, porte autre chose : le sentiment que quelque chose de dangereux se prépare, et souvent en catimini : des OGM partout, la titrisation des biens naturels, la privatisation de biens publics, collectifs ou communs, que la doxa veut... à tout prix... réduire à un... prix... faussement économique.

D'où l'intérêt, malgré les petites réserves que j'émetts, du livre de nos amis Jean Gadrey et Aurore Lalucq. Le livre confirme que la monnaie n'est synonyme ni du capitalisme, ni du marché. Donc la monétarisation n'équivaut pas à la marchandisation, et ne débouche pas nécessairement sur la privatisation. Et, en montrant que fixer un prix politique (p. 87 notamment) aux choses auxquelles la démocratie attache un « prix », on renoue avec la volonté de retrouver un usage collectif et contrôlé de la monnaie. Ce n'est pas le moindre de nos objectifs communs.

Mais la monnaie a quelque chose à voir avec la validation de la...valeur... Sacrée valeur ! On la chasse par la porte, elle revient par la fenêtre, après avoir abandonné toutefois la figure « des valeurs ». Encore une incommensurabilité de taille, si l'on peut dire...

⁵ Accord global, même si, là encore, des nuances avaient émergé dans la discussion au sein du groupe FAIR lors de la publication du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, que je considérais personnellement comme alignée fondamentalement sur la position néoclassique. Par ailleurs, J.P. Fitoussi et E. Laurent ont argumenté en faveur d'une conception faible de la soutenabilité avec une naïveté confondante (voir ici <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-elitiste.pdf> et là <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/05/31/pour-eviter-que-la-social-ecologie-se-noie-dans-le-calcul-ou-les-valeurs-commandent-nos-choix-mais-on-ne-mesure-pas-ces-valeurs>

⁶ J'ai reproduit la démonstration de Pearce dans la plupart des documents référencés ci-dessus.

L'hétérodoxie économique dans tous ses états (5) **Peut-on parler d'économie écologique sans prononcer le mot capitalisme ?**

Jean-Marie Harribey

17 février 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/02/17/l-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-5-peut-on-parler-d-economie-ecologique-sans-prononcer-le-mot-capitalisme>

L'année 2015 avait connu une abondance de publications dans la perspective de la COP 21 sur le climat à Paris. Beaucoup faisaient assaut d'écologisme et se revendiquaient d'une approche hétérodoxe, mais des nuances, voire des critiques, pouvaient être formulées, que j'avais présentées dans quatre textes sous le titre « L'hétérodoxie dans tous états » (1), (2), (3), (4). L'après-COP 21 verra certainement une profusion d'ouvrages arriver, d'autant plus que la crise capitaliste globale rebondira, « aidée » en cela par la frénésie financière, grosse d'une probable prochaine débâcle.

Je propose ici un début de discussion de publications qui, toutes, se parent encore d'hétérodoxie mais qui n'est peut-être qu'apparente. Prenons d'abord l'écologie, puis, dans un prochain texte, la crise économique.

Une économie écologique est-elle possible ?

Telle est la question qui constitue le thème du dernier numéro de *L'économie politique*⁷. La revue présente une dizaine de textes *a priori* passionnants, tant théoriques que rapportant des expériences. Sur le premier plan, les auteurs reviennent notamment sur la définition de l'économie écologique, la valeur de la nature et des services écosystémiques, la mesure de la soutenabilité. Et les expériences autour de Yasuni-ITT en Équateur, de l'eau en Espagne sont rapportées. Voilà donc une publication qui propose un état des lieux. Cependant, on peut poser au moins deux questions.

Premièrement, comment se fait-il que la question écologique soit examinée sans que, à aucun moment, le lien ne soit fait avec la dynamique du capitalisme qui a embarqué le monde dans un productivisme dévastateur ? Jamais l'accumulation du capital n'est évoquée avant de définir, *a contrario*, ce que pourrait être une économie écologique. Et c'est à ce propos que vient une première source de confusions : le titre « Une économie écologique est-elle possible ? » laisse penser que les auteurs vont s'interroger sur la possibilité de réaliser une économie fondée concrètement sur le respect de l'écologie. Or, c'est d'autre chose dont il est surtout question, en dépit de ce qu'annonce l'éditorial : « peut-on réconcilier économie et écologie ? »⁸. En effet, les auteurs présentent la théorie dite « économie écologique », un courant de pensée qui s'est développé ces dernières décennies, notamment autour de la revue [Ecological Economics](#) et de [The International Society for Ecological](#).

Le premier article intitulé « Qu'est-ce que l'économie écologique ? »⁹ donne la problématique : il existe selon les auteurs deux courants de pensée pour penser l'écologie et deux seulement, l'économie standard issue de la théorie néoclassique et ladite économie écologique à laquelle adhèrent les auteurs. Je suis désolé de le dire « vertement » : c'est faux, et doublement. D'abord, parce que, à côté des deux courants précédents, il existe au moins un

⁷ *L'économie politique*, n° 69, janvier 2016.

⁸ S. Moati, « Notre maison commune », Éditorial, p. 6.

⁹ G. Froger, I. Calvo-Mendieta, O. Petit, F.-D. Vivien, « Qu'est-ce que l'économie écologique ? », p. 8-23.

autre courant beaucoup plus critique. Celui-ci relie la dévastation productiviste aux contradictions du capitalisme et essaie d'associer la critique que fait Marx de la frénésie à produire toujours plus de valeur pour le capital à la critique conjointe de l'exploitation du travail et de la nature. Les travaux, entre autres, de James O'Connor, de Paul Burkett, de John Bellamy Foster sont très connus mais ils sont pourtant ignorés ici.¹⁰

C'est également faux parce que tous les spécialistes de ce domaine d'étude s'accordent pour reconnaître que le courant dit de l'économie écologique se situe à mi-chemin entre l'économie néoclassique de l'environnement et la critique radicale du capitalisme productiviste. La théorie néoclassique se caractérise par l'idée qu'on peut internaliser les externalités négatives en inventant des prix qui n'existent pas sur le marché et par celle qu'on peut substituer indéfiniment des artefacts fabriqués (grâce au progrès technique) à la nature épuisée ou trop dégradée. Cela est récusé par ladite économie écologique, mais celle-ci conserve du premier courant les non-sens de valeur économique intrinsèque de la nature et de valeur économique des services rendus par la nature. Il s'ensuit que le principe de la « compensation » monétaire des dégâts occasionnés à la nature n'est pas exclu. C'est sur ce principe que s'appuient la Banque mondiale et quelques autres institutions pour promouvoir la pénétration du marché pour gérer la planète. Le concept de capital naturel, typiquement néoclassique, est accepté par la plupart des « économistes de l'environnement » plus ou moins teinté d'économie néoclassique.¹¹ Frank-Dominique Vivien soutient que la taxe écologique à laquelle l'économiste Herman Daly avait fini par se ranger est différente de celle qu'avait proposée Pigou dans les années 1920 et qu'il aurait préféré un système de permis négociables.¹² Or, c'est aussi le choix des institutions internationales et des gouvernements dans le cadre du Protocole de Kyoto, lequel a été un échec. Cet échec est-il dû avant tout à la modestie des efforts demandés aux pays industrialisés, comme le dit Vivien, ou bien à l'incapacité fondamentale du marché à assurer une régulation des émissions de gaz à effet de serre ?

L'écologie peut-elle parler le langage de l'économie ?

Deuxièmement, puisque les auteurs ont pris le parti de faire un inventaire théorique (ce qu'on ne peut leur reprocher, au contraire), comment se fait-il que toutes les controverses qui sont nées autour des thèses défendues par ladite économie écologique soient ignorées ? Si on donne entièrement raison aux auteurs sur la critique qu'ils adressent à l'économie standard, il est incompréhensible qu'ils fassent un silence total sur les critiques qui ont été apportées au courant dit de l'économie écologique. Donnons trois exemples de limites de cette théorie, qui montrent que le principal clivage théorique se situe entre ceux qui font silence sur le capitalisme et ceux qui en parlent.

Nicholas Georgescu-Roegen, à qui se réfère le courant dit de l'économie écologique, fut le premier économiste à proposer que la science économique prenne en compte la loi de l'entropie.¹³ Son apport est indéniable pour fonder la bioéconomie. Cependant, pour lui, le

¹⁰ J. O'Connor, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, n° 12, deuxième semestre 1992, p. 30-40. P. Burkett, *Marxism and Ecological Economics : Toward a Red and Green Economy*, 1999, Chicago, Haymarket, 2006. J.B. Foster, *Marx's Ecology, Materialism and nature*, New York, Monthly Review Press, 2000 ; *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam, 2011. Voir aussi D. Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond, 2010, 2^e éd. Paris, La Découverte, Poche, 2012 ; A. Douai, « Richesse, valeur(s) et bien-être : Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse de la relation entre croissance économique et qualité de la vie », Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Bordeaux IV, 2009 ; J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'instimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

¹¹ Voir sur ce blog « [Le capital naturel : un objet fictif mal identifié](#) », 22 janvier 2014.

¹² F.-D. Vivien, « Maintenir le carbone en terre : l'initiative Yasuni-ITT », p. 56-65.

¹³ Son livre le plus connu est N. Georgescu-Roegen, *La décroissance, Entropie-écologie-économie*, Paris, Éd. Sang de la terre, 2^e éd. 1995. J'encourage à lire le livre d'un jeune chercheur, Antoine Missemer, *Nicholas*

processus économique est une extension de l'évolution biologique et jamais il ne lie cette relation aux conditions sociales dans lesquelles elle s'exerce. Il ne rompt donc pas sur ce point névralgique avec l'idéologie néoclassique : les rapports sociaux sont complètement absents. C'est d'autant plus étonnant que Georgescu-Roegen place son analyse dans le cadre d'une co-évolution nature-homme. Or, il n'y a pas d'activité économique sans cadre social, sauf à rester dans un schéma de pensée microéconomique et individualiste, tel que celui enseigné par les néoclassiques.

L'obstacle théorique, et par suite pratique, le plus important sur lequel butent tous les économistes de l'environnement – ceux du courant néoclassique comme ceux du courant dit de l'économie écologique – est celui de la « valeur » de la nature. Les premiers comme les seconds n'ayant pas de théorie de la valeur, ils ne peuvent penser l'inestimable. Ils n'ont pas de théorie de la valeur soit parce qu'ils adhèrent à l'idéologie néoclassique individualiste, soit parce que, Marx étant tabou, ils ne peuvent ni ne veulent pas voir que la valeur est du travail socialement validé et que la richesse ne s'y réduit pas. Il en résulte de multiples confusions et des hésitations continuelles sur la polysémie du terme « valeur », sur la « valeur intrinsèque de la nature », tantôt non économique, tantôt économique. Combien d'études dites « économiquement écologiques » se sont fourvoyées en mesurant la prétendue valeur des services rendus par la nature en un an (entre 16 000 et 54 000 milliards de dollars 1994 selon la célèbre étude dirigée par Robert Costanza¹⁴) ou bien la valeur « produite » par les océans (2400 milliards de dollars par an) et la valeur des océans eux-mêmes (25 000 milliards), selon le WWF¹⁵. Le paradoxe est donc que Froger, Calvo-Mendieta, Petit, et Vivien se réfèrent à Costanza pour situer une économie écologique hétérodoxe, alors que toutes les méthodes d'évaluation monétaire des services écosystémiques, et *a fortiori* de la nature elle-même, sont frappées d'inconsistance, sinon d'idéologie.

Il est vrai que Jean Gadrey et Aurore Lalucq, dans un article dédié à ces méthodes d'évaluation monétaire, en expliquent les principales limites, reprenant en cela les éléments fournis par des travaux hors du champ de ladite écologie économique et qu'ils avaient rapportés dans leur livre récent. Mais ils restent au seuil de l'élucidation du caractère incommensurable de la nature au calcul économique, faute de l'asseoir sur une théorie de la valeur débarrassée de la croyance en un caractère économique qui existerait intrinsèquement hors de l'action humaine.¹⁶ Cette incommensurabilité, que Gadrey et Lalucq expriment très explicitement, ne peut en réalité être fondée – en tout cas, c'est la thèse que je soutiens – que si on a auparavant délimité le champ strict de l'économie, c'est-à-dire celui où on peut raisonner en termes de valeur économique, et d'où l'on a banni toute tentative de naturaliser, de fétichiser, les processus économiques et sociaux. Autrement dit, la valeur, quel que soit le registre où on applique ce concept, procède de l'ordre de l'humain et non pas de la nature.¹⁷

La croyance contraire se retrouve malheureusement dans la plupart des écrits économiques parés d'hétérodoxie. Ainsi, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, convertis à la social-écologie, écrivent au sujet de cette valeur intrinsèque : « Sans parler des services dont on peut évaluer la valeur économique, tels que ceux de la pollinisation par les insectes des

Georgescu-Roegen, *pour une révolution bioéconomique, suivi de De la science économique à la bioéconomie de Nicholas Georgescu-Roegen*, Lyon, ENS Éditions, Feuillet Économie politique moderne, 2013. Pour un compte rendu de lecture, voir J.-M. Harribey, « [À la redécouverte de Nicholas Georgescu-Roegen avec Antoine Missemmer](#) », *Économie rurale*, n° 342, 2014.

¹⁴ R. Costanza (et al.), « [The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital](#) », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997, p. 253-260.

¹⁵ WWF, « [Reviving the Oceans Economy : The Case for Action-2015](#) », 22 avril 2015.

¹⁶ J. Gadrey, A. Lalucq, « Que valent les méthodes d'évaluation monétaire de la nature ? », p. 76-87. J'ai rendu compte de leur livre *Faut-il donner un prix à la nature ?*, Les Petits matins, Institut Veblen, 2015, dans « L'hétérodoxie dans tous états » (4), 14 mars 2015.

¹⁷ J.-M. Harribey, « [Sur la valeur de la nature, éviter le fétichisme](#) », *Les Possibles*, n° 3, Printemps 2014.

plantes cultivées produisant la plupart de nos fruits et légumes. L'effondrement des populations d'abeilles a, déjà, dans certaines régions, des conséquences tangibles, d'un coût mesurable par celui des méthodes employées pour féconder les fleurs dans les verres, soit manuellement comme dans région chinoise du Shinuan, soit en louant les services de ruches apportées d'autres régions, comme dans les vergers d'agrumes et d'amandiers californiens. »¹⁸

La notion d'incommensurabilité des valeurs est présentée par Froger, Calvo-Mendieta, Petit, et Vivien, ainsi que, à nouveau, par Petit¹⁹ comme issue du courant dit de l'économie écologique. À la valeur monétaire de la nature des néoclassiques, s'opposerait selon lui la « valeur sociale de la nature » des économistes écologiques²⁰. Cette référence est très contestable. La distinction entre la valeur au sens économique et ce qui est au-delà de celle-ci s'enracine dans l'économie politique et dans sa critique, et non pas dans ladite économie écologique, qui erre de confusions conceptuelles en confusions conceptuelles. D'abord il n'y a pas de valeur économique si elle n'est pas validée socialement. Comment pourrait-on donc utiliser un concept de valeur sociale censé s'opposer à l'autre ? Le risque est de voir resurgir le contresens sur le concept de valeur d'usage associée à une valeur de non-usage pour former une « valeur totale » qui est répété à longueur de rapports internationaux, ce qui révèle un retour à la commensurabilité puisque tout est mesuré à l'aune monétaire quand on additionne toutes les sortes de « valeur » et toutes les sortes de « capital ».

Il existe aujourd'hui un champ d'études et de pratiques sociales en plein essor, c'est celui des biens communs dont on pourrait imaginer qu'il a quelque chose à voir avec la construction d'une économie non productiviste, c'est-à-dire écologique au sens concret. Curieusement, la problématique du (des) bien(s) commun(s) n'est pas abordée : est-ce parce qu'elle renouvelle radicalement la question de la propriété et de l'usage des biens, c'est-à-dire de la compatibilité entre le capitalisme et une économie écologique, au sens de la réalité et non plus seulement au plan de la discipline théorique ?

Le numéro de *L'économie politique* se termine par un article d'Hugo Lassalle, « Sommes-nous trop nombreux ? »²¹. Il met en plat le problème démographique qui resurgit périodiquement depuis deux siècles, depuis que Malthus en avait posé les termes, contestés ensuite par Marx : l'évolution de la population est-elle un phénomène naturel ou dépendant des conditions sociales ? L'histoire a montré que c'est Marx qui avait raison, mais la problématique s'est élargie : il ne s'agit plus de savoir si la quantité de nourriture sera suffisante au fur et à mesure que la population augmente, mais si l'ensemble des ressources naturelles et des conditions de vie de l'espèce humaine seront à la hauteur de la consommation de matières si celle-ci dépasse les capacités de la planète Terre. La réponse négative est aujourd'hui évidente. C'est la raison pour laquelle la logique capitaliste mériterait d'être mise en cause pour savoir si une économie écologique est possible.

¹⁸ E. Laurent, J. Le Cacheux, *Un nouveau monde économique, Mesurer le bien-être et la soutenabilité*, Paris, Odile Jacob, 2015, p. 142. Voir sur ce blog des illustrations de la dérive de la soutenabilité faible : « [Pour éviter que la social-écologie se noie dans les calculs ou les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs](#) », 31 mai 2011 ; « [Le capital naturel ou capital vert : un objet mal identifié](#) », *op. cit.*

¹⁹ O. Petit, « Comprendre les conflits environnementaux : le cas de l'eau en Espagne », p. 66-75.

²⁰ *Ibid.*, p. 69.

²¹ H. Lassalle, « Sommes-nous trop nombreux ? », p. 101-112.

L'hétérodoxie économique dans tous ses états (6) **La crise est bien celle du capitalisme**

Jean-Marie Harribey

20 février 2016

Plus personne n'en doute vraiment. Le monde est au bord d'une nouvelle crise. Est-elle vraiment nouvelle ou est-ce la même qui n'en finit pas ? Les classes dominantes s'activent pour renforcer encore leur position. Les gouvernements redoublent d'ardeur pour imposer l'austérité à leurs peuples. Les banques centrales s'affolent parce qu'elles brûlent leurs cartouches sans aucun impact sur l'économie sinon celui de grossir les bulles financières. Et les économistes ? Les plus nombreux, c'est-à-dire les libéraux, ou bien ne comprennent toujours pas ce qui leur a toujours échappé ou bien font les autruches. Et les autres ? La crise qui redouble met à mal les thèses de ceux qui la voient comme une simple crise financière, elle-même résultat des représentations et de phénomènes mimétiques sans prise avec l'état du système productif et des rapports sociaux qui s'y nouent. La crise contredit aussi ceux qui pensent qu'une relance suffira à surmonter les difficultés.

Le ressort de la croissance est cassé

En trois ans, le prix du baril de pétrole a dégringolé des trois quarts de sa valeur, et celui des matières premières a suivi le même mouvement. Depuis plus d'un an, le moteur principal de la croissance économique mondiale, la Chine, se grippe, et la chute de sa demande aux autres pays entraîne ces derniers dans le ralentissement, sinon la récession. Le Brésil, autre grand pays émergent, s'effondre et le Japon est embourbé dans la stagnation depuis vingt-cinq ans. Les États-Unis, dont la reprise était montrée en exemple, s'essouffle déjà.

La « révolution » des gaz de schiste et autres combustibles non conventionnels s'est retournée contre ses promoteurs. L'augmentation de la production de combustibles est venue au moment précis où la demande a diminué. L'attitude de l'Arabie Saoudite et l'arrivée de l'Iran sur le marché du pétrole ont accentué le revirement : les prix se sont donc effondrés et ont rendu non rentables les combustibles non conventionnels.

Deux facteurs aggravent les choses. D'une part, les politiques d'austérité menées par tous les gouvernements, en particulier en Europe, sont, au sens propre, contre-productives. D'autre part, toutes les grandes banques centrales du monde (la FED, la BCE, la Banque du Japon, la Banque d'Angleterre et même la Banque de Chine) injectent à jet continu des masses de liquidité impressionnantes : on les estime en cumulé à environ 20 000 milliards de dollars. C'est la politique dite d'assouplissement monétaire (*quantitative easing* en anglais), qui, au lieu de relancer l'économie productive, sauve les banques en difficulté ou relance la formation de bulles financières... jusqu'au moment où, depuis le milieu de l'année 2015, les Bourses se mettent à dévisser de concert.

Comment interpréter cette cassure de l'économie mondiale ?

La finance hors-sol n'explique rien

L'illustration la plus marquante de la coupure entre la sphère productive et la sphère financière est donnée par le modèle théorique proposé par André Orléan. Dans un de ses derniers articles, « La valeur économique comme fait social : la preuve par les évaluations boursières »²². Il entend appliquer la définition d'un fait social de Durkheim : « des manières

²² A. Orléan, « [La valeur économique comme fait social : la preuve par les évaluations boursières](#) », *Revue de la régulation*, n° 18, 2^e semestre 2015.

d'agir, de penser et de sentir, extérieures à l'individu, et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel [elles] s'imposent à lui ». L'appliquer à quoi ? À la formation des valeurs boursières, qui constitueraient une « preuve » de la démarche.

Très explicitement, Orléan annonce sa démarche comme un prolongement de la thèse qu'il avait soutenue dans *L'empire de la valeur*²³. J'adhère pleinement à l'idée que la valeur est un fait social et non pas le fruit de décisions individuelles, mais le modèle que développe Orléan laisse sur le bord la discussion à laquelle son livre avait donné lieu.²⁴

Quel est ce modèle ? Il y a d'abord un présupposé : la valeur économique relève de la même épistémologie que les valeurs philosophiques ou religieuses. Ainsi, « les valeurs sont, non pas des mesures, mais bien des forces qui font agir les hommes en leur donnant des raisons de vivre et des buts à atteindre. Selon cette approche, les valeurs sont à l'origine de l'énergie qui fait fonctionner la société. C'est l'influence qu'elles exercent qui pousse les hommes à se dépasser, à s'élever au-dessus d'eux-mêmes (...); raison pour laquelle on ne peut s'en tenir à l'hypothèse d'individualités fixées une fois pour toutes. Cette approche, qui trouve aisément à s'illustrer du côté des valeurs religieuses ou morales, s'applique aussi bien à la valeur économique. » Ce présupposé est-il tenable ? Oui, s'il y a commensurabilité des valeurs et de la valeur. Est-ce le cas ? Rien n'est moins sûr.

Que se passe-t-il sur les marchés financiers ? « À contre-courant des automatismes les plus ancrés de l'analyse économique néoclassique, qui toujours construit le prix par agrégation en partant des estimations privées, il s'agit de jeter sur les faits boursiers une autre lumière afin de faire émerger une manière nouvelle de les comprendre. (...) Les estimations individuelles se construisent à partir de la convention financière, c'est-à-dire à partir du marché lui-même, et non l'inverse. C'est le marché financier qui informe les investisseurs et non le contraire. La valeur, sous la forme du prix, est d'emblée collective. Avec cette conception alternative, l'acteur n'est plus le souverain qui détermine les prix. Tout au contraire, il est agi par le marché. Cette causalité « inversée » est particulièrement visible lors des épisodes de bulles. »

CONTRE EXEMPLE DES PROFITS DE NTIC

En quoi le refus des évaluations individuelles qui conduiraient au prix de marché dément-il la nécessité de regarder le système productif ? AO ne parle que la TNC, est-ce un hasard ?

Pourquoi l'imitation « passe-t-elle un seuil critique ? (15) « Cependant, lorsque le poids de l'imitation passe un certain seuil critique, se produit un changement qualitatif dans le comportement collectif, à savoir que les deux opinions cessent d'être réparties à égalité ; une des deux opinions – *a priori* n'importe laquelle – l'emporte sur l'autre. Autrement dit, ce modèle nous donne à voir l'émergence spontanée d'une majorité au sein d'une population qui est pourtant sans convictions personnelles tranchées ! Tel est le résultat fondamental qui ici nous intéresse. Il en est ainsi parce que, localement, les choix des voisins ne se répartissent pas nécessairement de façon strictement égale entre les deux options, même si chacun d'entre eux fait un choix purement équiprobable. Cela tient à la nature aléatoire des choix. »

« Pour qu'il en soit ainsi, il importe cependant que l'intensité des interrelations dépasse un certain seuil. En dessous de ce seuil, le fonctionnement global du groupe ou du marché ne s'éloigne pas de la simple somme des préférences individuelles. »

²³ A. Orléan, *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011.

²⁴ Voir J.-M. Harribey, « [« La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol »](#) », *Revue de la Régulation*, n° 10, 2^e semestre 2011 ; M. Husson, « [Le pire de la valeur](#) », *Contretemps*, n° 13, 2012 ; A. Orléan, « [Réponse à Jean-Marie Harribey](#) », *Revue de la Régulation*, n° 10, 2^e semestre 2011.